

Curriculum vitae

EMILIE CHEVALIER

**MAITRE DE CONFERENCES EN DROIT PUBLIC – UNIVERSITE DE LIMOGES
OMIJ**

L'Etang, 87800 Meilhac, FRANCE
TEL. 06 08 50 80 29
E-MAIL emilie.chevalier@unilim.fr
Née le 18 juin 1981 à Casablanca (Maroc)
Pacsée, 2 enfants

FORMATION ET TITRES UNIVERSITAIRES

2004-2010 ***Doctorat nouveau régime (Droit public)***

Université de Limoges - Observatoire des Mutations Institutionnelles et Juridiques (OMIJ, EA 3177)

Intitulé de la thèse : *Bonne administration et Union européenne – Contribution à l'étude de l'espace administratif européen*, sous la direction du Professeur Olivier DUBOS.

Thèse soutenue le 11 octobre 2010

Composition du jury : Monsieur Jean-Bernard AUBY, Professeur de droit public à Sciences Po Paris (Président du jury), Monsieur Francis DONNAT, Maître des requêtes au Conseil d'Etat – Professeur associé à l'Université Robert Schuman de Strasbourg (rapporteur), Monsieur Olivier DUBOS, Professeur de droit public à l'Université Montesquieu – Bordeaux IV, Monsieur Jean-Pierre MARGUENAUD, Professeur de Droit privé à la Faculté de droit et des sciences économiques de Limoges, Madame Valérie MICHEL, Professeur de droit public à l'Université Robert Schuman de Strasbourg (rapporteur), Madame Hélène PAULIAT, Professeur de droit public à la Faculté de droit et des sciences économiques de Limoges.

Mention très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité
Autorisation de publication et proposition pour un prix de thèse

2004 ***Magister Iuris Communis : Master in Comparative, European and International law (LL.M. – master II)***, Maastricht Universiteit (Pays-Bas)

ACTIVITES PEDAGOGIQUES

- **Cours magistraux**
 - **Faculté de droit et des sciences économiques de Limoges**
- Droit constitutionnel, Licence 1^{ère} année AES, 36 heures

- Ordre juridique de l'Union européenne, Licence 3^{ème} année AES, 24 heures
- Introduction au droit de l'Union européenne, Licence d'Administration publique IPAG, 18 heures
- Politiques européennes, Master 1^{ère} année Administration publique, IPAG, 24 heures
- Droit international de l'environnement, Master 1^{ère} année Droit de l'environnement, de l'aménagement et de l'urbanisme, 24 heures
- Droit matériel de l'Union – Marché intérieur, Master 1^{ère} année Carrières publiques Droit et Droit pénal international et européen, 24 heures
- Droit de l'environnement interne et de l'Union européenne, Master 2^{ème} année Droit de l'environnement, de l'aménagement et de l'urbanisme, 20 heures)
- Droits fondamentaux de l'Union européenne, Master 2^{ème} année, Droit privé général et européen, 20 heures
- European Judicial perspectives, Licence 2e année, DU European Studies, Faculté des lettres et sciences humaines, 10 heures (cours enseigné en anglais)

- **Faculté de droit de Poitiers (2012/2015)**

- Droit constitutionnel, Licence 1^{ère} année – UFR Angoulême, 30 heures
- Organisations européennes, Licence 2^{ème} année – UFR Angoulême, 30 heures
- Droit international public, Licence 3^{ème} année – UFR Angoulême, 30 heures
- Séminaire de Droit européen de l'audiovisuel, Magistère en droit des techniques de l'Information et de la Communication 2^{ème} année et Master I, 12 heures
- Droit public de l'audiovisuel, Magistère en droit des techniques de l'Information et de la Communication 2^{ème} année et Master I, 24 heures
- Contentieux de l'Union européenne, Master II Droit du contentieux international, 20 heures
- Droits fondamentaux et Union européenne, Master II Juriste-Linguiste, 15 heures
- Droit administratif européen, Master II Droit public fondamental, 25 heures

- **Faculté de droit d'Orléans - UFR Bourges et Châteauroux**

- Introduction au droit comparé, Licence 1^{ère} année Droit, parcours Droit européen, 30 heures (2010-2012)
- Common Law, Licence 2^{ème} année Droit, parcours Droit européen, 30 heures (2010-2012) (cours enseigné en anglais)

- **Missions d'enseignement à l'étranger**

- Droit européen de l'environnement, Master Droit de l'environnement, de l'aménagement et de l'urbanisme, Université du Littoral – Santa Fé (Argentine), avril 2012 et février 2015, 20 heures
- Droit de l'urbanisme et de l'aménagement, Master I, Université de Djibouti (Djibouti), avril 2015, 20 heures
- Droit judiciaire privé de l'Union européenne, Master I, Collège juridique franco-roumain, Bucarest, 2012 à 2014, 15 heures
- Contentieux de l'Union européenne, Master I, Centre franco-biélorusse, Minsk, décembre 2012, 12 heures

RESPONSABILITES PEDAGOGIQUES ET ADMINISTRATIVES

- Directrice du Master I Droit de l'environnement, de l'aménagement et de l'urbanisme
- Co-responsable de la Clinique juridique de la Faculté de droit et des sciences économiques de Limoges (depuis 2016)
- Membre élu de la Commission recherche de l'Université de Limoges (depuis avril 2016)
- Membre de la Commission disciplinaire compétente à l'égard des usagers de l'Université de Limoges
- Responsable groupe de travail « Droit » au sein de la Commission pour la stratégie internationale de l'Université de Limoges
- Membre du jury du 3^e concours complémentaire de l'Ecole nationale de la magistrature (2016-2018)

TRAVAUX DE RECHERCHE

- Droit administratif national, européen et global

- Ouvrage

Bonne administration et Union européenne – Contribution à l'étude de l'espace administratif européen, Thèse, Bruylant-Larcier, Collection Droit administratif, Paris, 2014.

- Articles dans des revues avec comité de lecture

Etat d'urgence sur la liberté d'aller et venir des supporters, *Jurisport*, n° 170, 2016, p. 33.

L'intégration des exigences de bonne gouvernance au sein de la Constitution marocaine : entre confluences méditerranéennes et influence internationale, *Revue Méditerranéenne de Droit Public*, n°3, 2015, p. 179.

La légitimation des limites apportées aux libertés des supporters ou la victoire du pragmatisme, *Cahiers de droit du sport*, 2015, n° 39, p.11.

La promotion d'une justice rapide remet-elle en cause le droit au recours effectif ? Le cas de la Cour de justice de l'Union européenne, *Revue trimestrielle de droit européen*, 4/2013.

La spécificité du contrôle des actes administratifs par rapport au droit de l'Union par le juge judiciaire français, *Cahiers de droit européen*, 2-2011, p. 523.

Précisions sur le calcul de l'augmentation annuelle de la rémunération des fonctionnaires de l'Union, *Revue des affaires européennes*, n°4, 2009, p. 913.

La justice administrative dans les Pays d'Europe centrale et orientale – la formation d'un modèle sous influences, *RFDA*, mars-avril 2008, p. 252.

La jurisprudence Septfonds résistera-t-elle encore longtemps ? (T. confl., 19 mars 2007), JCPA, 8 octobre 2007, n° 41, p. 20.

La déclinaison du principe de primauté dans les ordres communautaires : l'exemple de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine, Cahiers de droit européen, 3-4/2006, p. 343.

- *Chapitres d'ouvrage*

Chapter 7 « Remedies », in BACKES C., ELIANTONIO M. (eds), Cases, Materials and Text on Judicial Review of Administrative Action, Hart Publishing, à paraître en 2018.

La procédure devant les agences de l'Union européenne, in AUBY J.-B., PERROUD T., La codification de la procédure administrative, Bruylant-Larcier, 2016, p. 565.

Données personnelles, données publiques et propriété, Université d'été *facultatis iuris Pictaviensis* – 1431 « Les propriétés », Poitiers, juillet 2015, publié in BOUDOT M., VEILLON D. (dir.), Les propriétés, LGDJ, Poitiers, 2016.

L'application de l'article 41 de la Charte des droits fondamentaux dans l'ordre juridique interne ou le dialogue des juges au péril des droits fondamentaux, in Entre les ordres juridiques – Mélanges en hommage à François Hervouët, LGDJ, Poitiers, 2015, p. 59.

Décision publique, in MBONGO P., HERVOUET F., SANTULLI C. (dir.), Dictionnaire encyclopédique de l'Etat, Berger-Levrault, Paris, 2015, p. 193.

Les mécanismes de la procédure administrative non contentieuse, in AUBY J.-B., DUTHEIL DE LA ROCHERE J., Traité de Droit administratif européen, 2^{ème} édition, Bruylant-Larcier, 2014, p. 201.

L'espace administratif européen, in AUBY J.-B., DUTHEIL DE LA ROCHERE J., Traité de Droit administratif européen, 2^{ème} édition, Bruylant-Larcier, 2014, p. 451.

La Constitution française et le droit de l'Union européenne – Commentaire de la décision 2006-543 DC du 30 novembre 2006 du Conseil constitutionnel à propos des lois de transposition des directives relatives à l'ouverture du marché européen de l'énergie, in GRARD L. (dir.), Droit de l'Union européenne – Exercices pratiques, LGDJ, Paris, 2013, p. 95.

- *Communications avec actes*

L'Europe à la carte – Le cas de la Charte des droits fondamentaux, Universités d'été, septembre 2016, actes à paraître à la Revue Politeia

L'harmonisation de la procédure administrative non contentieuse : une convergence insuffisante pour une garantie effective ?; Colloque « Harmonisation et Union européenne », Tours, janvier 2016, à paraître à la RDUE

La Charte des droits fondamentaux, nouvel espace de concurrence des juges ?, Colloque international « La concurrence des juges en Europe : le dialogue en question(s) », Tours, novembre 2015, actes à paraître.

Minorités nationales et espace Schengen, Colloque « L'Espace européen en mutation – la place des minorités dans un univers globalisé et multiculturel », Maison des sciences de l'Homme et de la Société (MSHS) Poitiers, avril 2014 ; publication in *Mémoire(s), identité(s), marginalité(s) dans le monde occidental contemporain* [En ligne], 13 | 2015, mis en ligne le 30 juin 2015. URL : <http://mimmoc.revues.org/2105>

La révision des règles en vigueur au sein de l'Espace Schengen, Colloque « Vulnérabilité des étrangers et droits fondamentaux », Poitiers novembre 2013 ; publication in MBONGO P. (dir.), *Migrants vulnérables et droits fondamentaux*, Paris, Berger-Levrault, 2015, p. 55.

La liberté de circulation des supporters, Premières journées d'étude de l'Atelier de droit du sport de Poitiers « Sport et droit européen – La naissance d'un droit européen des activités sportives », Poitiers, mars 2013, Cahiers de droit du sport, 2013, n° 31, p. 39.

La cohérence, un alibi de création des agences?, Colloque « Le droit, les institutions et les politiques de l'Union européenne face à l'impératif de cohérence », Strasbourg, May 2007 ; publication des actes, in MICHEL V. (dir.), *Le droit, les institutions et les politiques de l'Union européenne face à l'impératif de cohérence*, PUS, Strasbourg, 2009, p. 131.

- *Communications sans actes*

Discussant in the workshop “Transformative tensions in the European Administrative Space: technology, measures and procedures”, 24th International Conference of Europeanists, Glasgow University, Glasgow, juillet 2017.

The national judge and the administrative enforcement of EU Law: an inadequate channel for individuals?, Workshop Implementation and judicial politics : Conflict and Compliance in the EU multi-level system, Berlin, mars 2016.

Le temps de l'Union européenne est-il celui des Etats membres ?, Colloque « 20 ans et le temps du droit », Colloque anniversaire du Collège juridique franco-roumain d'études européennes, Bucarest, novembre 2015.

La justice, facteur de consolidation de la paix et de la démocratie en Europe : questions sur les relations entre CJUE et CEDH, Colloque *Construire et préserver la paix : une ambition européenne*, Limoges, novembre 2015.

Discussant in the Workshop « Soft Law Before The European Courts: Discovering a Common Pattern? », Maastricht University Campus Brussels, November 2015.

Judicial review of agency opinions: much ado about nothing?, Workshop on « Rule of law vs. Effectiveness », 22nd International Conference of Europeanists, organized by the Council for European Studies (CES), SciencesPo, Paris, juillet 2015.

Co-rapporteur avec Robert Savy de la table-ronde « Et au-delà de la concurrence, quelles valeurs l'Europe défend-elle ? », Colloque organisé par l'Association Europa, La concurrence non faussée au sein de l'Union : peut-on évoluer vers une concurrence équitable en Europe ?, Limoges, novembre 2014.

Etat des lieux du processus de codification de la procédure administrative non contentieuse en droit de l'Union européenne, Table ronde organisée à l'occasion de la parution de la seconde édition du *Traité de droit administratif européen* (sous la direction de J.-B. AUBY et J. DUTHEIL DE LA ROCHERE, *Bruylant-Larcier*, 2014), Toulouse, juin 2014.

Intervention comme discutante dans le cadre des ateliers doctoraux de droit administratif européen – Atelier Droit administratif de l'Union européenne, Université Toulouse 1 Capitole, juin 2014.

Actualité de la recherche en droit administratif européen, Table ronde organisée à l'occasion de la parution de la seconde édition du *Traité de droit administratif européen* (sous la direction de J.-B. AUBY et J. DUTHEIL DE LA ROCHERE, *Bruylant-Larcier*, 2014), SciencesPo Paris, mars 2014.

La transparence et l'Union européenne : propos introductifs, Colloque organisé par l'Association Europa « *La transparence de la décision publique en Europe : faire du citoyen un acteur ou restaurer la confiance ?* », Limoges, novembre 2013.

Les traditions constitutionnelles communes à l'épreuve des constitutionnalismes hongrois et turc, Journée décentralisée de l'Association française de droit constitutionnel « *Localismes constitutionnels dans les démocraties contemporaines* », Poitiers, mai 2013.

L'ASEAN et les intégrations régionales en Asie, Animation d'un atelier avec le Professeur Pascal Kauffmann, Campus d'Été « *Qu'est-ce que l'intégration ? Visions croisées sur le concept d'intégration régionale* », Bordeaux, septembre 2012.

Réflexions sur les fondements de la prise en compte nationale des développements internationaux et communautaires relatifs à la réforme de l'Etat, 4ème rencontre franco-allemande de jeunes chercheurs en droit public comparé, Speyer, mars 2009.

La convergence des droits administratifs procéduraux : la fin de la diversité ?, Ateliers Doctorants dans le cadre du Colloque « *Trajectoires de l'Europe, unie dans la diversité depuis 50 ans* », Toulouse, mars 2007.

The office of the administrative judge after the *Köbler* and *Kühne & Heitz* cases : questioning the authority of the French administrative judge, Ius Commune Conference, Public law workshop, Edimbourg, December 2005.

- Droit de l'environnement/ Droit animalier

- Ouvrage

Avec BOISSEAU-SOWINSKI L., BOYER-CAPELLE C., LEROY J., MARGUENAUD J.-P., NADAUD S., Code de l'animal, LexisNexis, 2018 (responsable de la partie Droit européen)

- Articles dans des revues à comité de lecture

With M. Eliantonio, Standing before French Administrative Courts: too restrictive to effectively enforce environmental rights?, *Montesquieu Law Review*, Issue n°5, available online

Law of 2 December 2015 related to risk prevention: towards the renewal of GMOs regulation in the French system? , UICN E-Journal, published in May 2016 Issue

Le 7^{ème} Programme d'action pour l'environnement de l'Union européenne « Bien vivre, dans les limites de notre planète » : un modèle européen en quête de légitimité, *Revue juridique de l'environnement*, 2/2015, p. 298.

Question prioritaire de constitutionnalité et sport : un apport à évaluer... - Commentaire de l'arrêt du Conseil d'Etat du 29 octobre 2012 et de la décision du Conseil constitutionnel du 21 septembre 2012 (*Association Comité radicalement anti-corrída Europe et autre*), *Cahiers de Droit du Sport*, 2013, n° 30, p. 13.

- *Communication avec actes*

La conditionnalité environnementale dans le cadre des importations de bois, Colloque *La conditionnalité dans les relations extérieures*, Université de Poitiers, Poitiers, février 2018, actes à paraître.

Le rôle politique de la Cour de justice en matière environnementale, Colloque *Le rôle politique de la Cour de justice*, Université de Limoges, Limoges, octobre 2017, actes à paraître chez Bruylant-Larcier

L'abattage à la ferme autorisé: l'exception concernant les animaux destinés à la consommation familiale et l'abattage d'urgence, Colloque *Les droits de regard sur l'abattage à la ferme*, Centre juridique de Brive, Brive, septembre 2017, actes à paraître à la RSDA n° 1/2018.

L'accès au juge administratif et la protection de l'environnement, Colloque *Le juge et la protection de l'environnement*, Université de Sfax, Sfax, février 2017, actes à paraître.

Accès à l'information en matière environnementale: entre règles européennes et nationales, Workshop *Pluralisme et interactions des sources sur le continent européen*, Séminaire *Accès à la justice en matière environnementale – Interactions entre les ordres juridiques et les acteurs limousins*, Limoges, octobre 2016, (co-responsable de l'organisation), actes à paraître

Transnationality in environmental matters, workshop *Transnationality in administrative matters*, Académie de droit public européen, Spetses, septembre 2016, publié in ERPL/ERDP, vol. 29, n°1 Spring 2017.

Pluralisme et interactions des sources sur le continent européen, Séminaire *Accès à la justice des protections de l'environnement – Interactions entre les ordres juridiques et les acteurs limousins*, Limoges, février 2016 (co-responsable de l'organisation), actes à paraître

Du patrimoine commun aux biens publics mondiaux, Colloque *Les biens communs environnementaux : quel(s) statut(s) juridique(s) ?*, Limoges, octobre 2015, publié in MAKOWIAK J., JOLIVET S., *Les biens communs environnementaux : quel(s) statut(s) juridique(s) ?*, PULIM, Limoges, 2017.

Les importations de bois rares au sein de l'Union européenne, Animation d'un atelier, Campus d'été « L'Europe face au monde », Bordeaux, septembre 2011, publié in GRARD L., *L'Europe face au monde*, Pedone, Paris, 2013.

- *Communications sans actes*

La certification environnementale en matière de sylviculture, CoPil Sylvalim, Faculté de droit de Limoges, Limoges, mai 2017.

Delegated and implementing powers: towards legal confusion and political distinction in environmental matters?, Workshop Legislative Choice between Delegated and Implementing acts, Deutsche Universität für Verwaltungswissenschaften Speyer, Speyer, février 2017.

Environmental protection stopped at the court's door? The example of French administrative case law, 14th Annual Colloquium of the IUCN Academy of Environmental Law, Oslo, June 2016.

The non-regression principle at the service of sustainable development goals, 1st World Congress of Environmental Law, Rio, April 2016.

La protection des forêts par la régulation commerciale : action européenne et premiers bilans, Side-Event Off COP 21 « La biodiversité et les changements climatiques », EHESS, Paris, décembre 2015.

La sécurité environnementale à l'épreuve de la protection de la biodiversité dans le contexte de la lutte contre le réchauffement climatique, Congrès international HES 2015, Sécurité humaine et environnementale à l'ère des risques globaux, Agadir, novembre 2015

The EU import regime of timber products : a relevant tool to fight against illegal logging, 13th Annual Colloquium of the IUCN Academy of Environmental Law, Jakarta, September 2015

La Charte de l'environnement, norme de référence du contrôle de constitutionnalité : conditions et perspectives, Journée d'études Les normes de référence du contrôle de constitutionnalité, Poitiers, avril 2015.

- Droits sociaux

- *Article dans des revues avec comité de lecture*

Le droit au logement dans la jurisprudence de la Cour de justice : une construction prétorienne en clair-obscur, *Revue de droit sanitaire et social*, 2015, n°2, p. 211.

- *Communications avec actes*

Quelle effectivité pour les droits sociaux ?, Colloque « Droits fondamentaux et crise(s) des solidarités », Le Havre, avril 2017, actes à paraître.

La Charte des droits fondamentaux et la lutte contre la précarité, Colloque *Approches franco-britanniques de la précarité*, Poitiers, décembre 2014, in LAGEOT C., MARTIN-PAPINEAU N. *Approches franco-britanniques de la précarité*, LGDJ, Poitiers, 2016.

Le bonheur, clef de voûte du système politique : de l'expérience du Bhoutan et d'autres tentatives internationales, Colloque RERDH, Le droit au bonheur, Limoges, décembre 2014, publié in RERDH (dir.), *Le droit au bonheur*, Institut Universitaire Varenne, 2016.

- *Communications sans actes*

Comparing Public Law in the Field of Social Rights – In Search of Purpose and Pathways, Comparative public law in Europe – Opportunities and Challenges, British Academy, Londres, mars 2017.

The promotion of social rights, a core feature of the European model, Comparative Public Law & European Legal Identity, Essex University, Essex, septembre 2016.

La synergie des sources vue de la Cour de justice de l'Union européenne, Colloque « Droit du travail » organisé dans le cadre d'un cycle de colloques franco-turcs sur la Charte sociale européenne et le droit du travail, Limoges, juin 2014.

- Chroniques (revues avec comité de lecture)

Chronique Droit de l'Union européenne – Pollutions et nuisances à la Revue juridique de l'environnement
RJE 4/2017 pp. 727-748.

Chronique de droit de l'Union européenne à la Revue semestrielle de droit animalier
RSDA n° 2/2010

- La législation relative à la détention des animaux sauvages au sein des parcs zoologiques doit être impérativement respectée, note sous CJUE, 9 décembre 2010, Commission c. Royaume d'Espagne, C-340/09, p. 122

RSDA n° 1/2014

- Responsabilité partagée entre l'Union et les Etats membres dans la gestion de la crise de la grippe aviaire, note sous Trib. UE, 16 septembre 2013, *Animal Trading Company et autres c. Commission*, T- 333/10, et sous CJUE, 22 mai 2014, *Érsekcsanádi Mezőgazdasági Zrt contre Bács-Kiskun Megyei Kormányhivatal*, C-56/13, p. 101.

RSDA n° 2/2014

- Précisions sur les conditions de circulation et d'importation d'animaux au sein des États membres : l'animal n'est pas une marchandise comme les autres !, note sous CJUE, 4 septembre 2014, *Sofia Zoo contre Országos Környezetvédelmi, Természetvédelmi és Vízügyi Főfelügyelőség*, C-532/13, sous CJUE, 20 novembre 2014, *Direction générale des douanes et droits indirects et autres c. Utopia SARL*, C-40/14 , p. 121.

RSDA n° 1/2015

- Le bien-être animal ne connaît pas de frontières !, note sous CJUE, 23 avril 2015, *Zuchtvieh-Export GmbH c. Stadt Kempten*, C-424/13, p. 101.

RSDA n° 2/2015

- Les principes du marché intérieur au service du bien-être animal, note sous CJUE, 3 septembre 2015, *Inuit Tapiriit Kanatami et autres c/ Commission européenne*, C-398/13 P, p. 113.

RSDA n° 1/2016

- Pas de dumping en matière d'expérimentation animale !, note sous CJUE, 21 septembre 2016, European Federation for Cosmetic Agreement c. Secretary of State for Business, Innovation and Skills, C-592/14, p. 107.

RSDA n° 2/2016

- Rappels sur la place du bien-être animal en droit de l'Union européenne, note sous Trib. UE, 5 avril 2017, HB c. Commission européenne, T-361/14, p. 91

RSDA n° 1/2017

- Quand la copie vaut plus que l'original : précisions sur les moyens de preuve du respect des conditions de bien-être animal en matière de transport, note sous CJUE, 19 octobre 2017, Vion Livestock BV contre Staatssecretaris van Economische Zaken, C-383/16, p. 91.

Chronique de Droit de l'Union européenne publié au JCPA, sous la direction de Vincent Correia

JCPA février 2015 n° 5 :

- CJUE, 5 novembre 2014, Mukarubega, C-166/13
- CJUE, 2 octobre 2014, Commission c. Pologne, C-478/13
- CJUE, 12 novembre 2014, Elisabeta Dano, Florin Dano c. Jobcenter Leipzig, C-333/13

JCPA juin 2015 n° 22 :

- CJUE, 21 janvier 2015, Georg Felber c. Bundesministerin für Unterricht, Kunst und Kultur, C-529/13
- CJUE, 11 décembre 2014, Khaled Boudjlida c. Préfet des Pyrénées-Atlantiques, C-249/13
- CJUE, 2 décembre 2014, Commission c. République italienne, C-196/13

JCPA octobre 2015 n° 40 :

- CJUE, 4 mars 2015, Ministero dell'Ambiente e della Tutela del Territorio e del Mare et autres c/ Fipa Group Srl et autres, C-534/13
- CJUE, 29 avril 2015, Geoffrey Léger c/ Ministre des Affaires sociales, de la Santé et des Droits des femmes et Établissement français du sang, C-528/13

JCP janvier 2016 n° 1 :

- CJUE, 16 juillet 2015, Lanigan, C-237/15 PPU
- CJUE, 11 juin 2015, Zh et O, C-554/13
- CJUE, 24 juin 2015, T contre Land Baden-Württemberg, C-373/13

JCPA avril 2016 n°15 :

- CJUE, 15 octobre 2015, Commission européenne c. République fédérale d'Allemagne, C-137/14
- Trib. UE, 16 décembre 2015, Royaume de Suède c. Commission européenne, T-521/14
- CJUE, 17 décembre 2015, WebMindLicenses Kft c. Nemzeti Ado-és Vambivatal Kiemeit Ado-és Van, Foiga zgatésdg C-419/14
- CJUE, 1er octobre 2015, Weltimmo sro c. Neinzeti Adatvédelmi és Informacioszabadsag Hatossg C-230/14
- CJUE, 1er octobre 2015, Smaranda Bara et autres c. Presedintele Casei Nationale de Asigurari de Sanatate et autres C-201/14

- CJUE, 6 octobre 2015, Maximilian Schrems c. Data Protection Commissioner, C-362/14

Chronique au Journal d'actualité de Droit Européen (JADE), disponible en ligne
Droit fondamental d'accès aux documents: délais et portée, note sous CJUE, 2^{ème} chbre, 2 octobre 2014, Guido Strack c. Commission européenne, Aff. C-127/13 P.

Entre précisions louables et imprécision regrettable de la Cour de justice, note sous CJUE, 3^e chbre, 17 juillet 2014, YS c. Minister voor Immigratie, Integratie en Asiel et Minister voor Immigratie, Integratie en Asiel c. M et S, Aff. jointes C-141/12 et C-372/12.

Conditions de légalité de retrait d'une offre d'emploi de fonctionnaire : Signalement sous TFPUE, 23 octobre 2012, Gustav Eklund c/ Commission européenne, F-57/11

Pour une conception stricte de l'indépendance des organes nationaux de protection des données : Signalement CJUE, 16 octobre 2012, Commission européenne c/ République d'Autriche, C-614/10.

Lorsque l'arsenal des garanties administratives procédurales est mobilisé... en vain !, note sous Trib. UE, 27 septembre 2012, Wam Industriale SpA c. Commission européenne, T-303/10.

L'appréciation de la portée du droit d'accès aux documents à l'aune de l'opposition entre transparence et efficacité, note sous CJUE, 3^{ème} chbre du 28 juin 2012, Commission européenne c. Agrofert Holding a.s., C-477/10 P.

*Chronique de droit électoral (partie intéressant le contentieux des élections européennes)
pour la Revue de droit public*
RDP 2013, n° 6, p. 1575

- Projets de recherche collectifs

Participation au projet de recherche « La justice administrative en Europe » – Etude conduite par la Faculté de droit et des sciences économiques de Limoges (OMIJ) et la mission de recherche Droit et Justice et publiée aux Presses Universitaires de France, collection « Les notes – Droit et Justice », 2007.

La France – Présentation générale de la situation en droit public français concernant l'accélération de la procédure administrative, in BACKES C. (coord.), Snellere besluitvorming over complexe projecten vergelijkend bekeken, Den Haag, Bju, 2010, p. 199.

Rapport sur la situation aéroportuaire en Limousin, in MAMONTOFF C. (dir.), La réforme aéroportuaire de la loi du 13 août 2004 à l'épreuve des faits, L'Harmattan, Paris, 2011, p. 445.

Participation au projet de recherche conduit par la Chaire MADP- SciencesPo, soutenue par la mission de recherche Droit et Justice « L'avenir du modèle français de droit public en Europe - Le mode de production de la décision publique : vers un code de procédure administrative ?,

publication AUBY J.-B., PERROUD T., La codification de la procédure administrative, Bruylant-Larcier, 2016.

Participation au projet de recherche « Continuité et renouvellement des préoccupations environnementales » porté par le CRIHAM, avec l'association de l'OMIJ-CRIDEAU, de GEOLAB, du CREOP (2015-2016)

Participation au projet de recherche sur les relations entre le droit du Conseil de l'Europe et le droit de l'Union européenne, sous la direction de O. Dubos et S. Platon (Université de Bordeaux) (depuis 2016)

Participation au projet de recherche « Transnationalité administrative », coordonné par J.-B. Auby, O. Dubos, T. Perroud, S. Toricelli (depuis 2016)

Participation au projet de recherche "Pan-European General Principles of Administrative Law", coordonné par U. Stelkens (depuis 2017), French expert.

- Recension d'ouvrages

Maria Chiara Malguti, Claudio Dordi, Saverio Di Benedetto, Alberto Alemano (eds), *Scientific Evidence in international and European Law* (ARGO, 2009), *Revue juridique de l'environnement* 2015/2.

Josephine van Zeven, « Subsidiarity in European Environmental Law : a competence allocation approach », *Harvard Environmental Law Review* (Vol. 38, pp. 415-464), *Revue juridique de l'environnement* 2015/4.

- Conférences

Conférence « L'Union européenne : quelle actualité ? », organisée par l'association du club Lyceum, Limoges, octobre 2017.

Conférence « L'Espace Schengen : 30 ans après », à l'occasion du *Joli mois de l'Europe*, Guéret, mai 2016.

Conférence « Les Accords de Schengen : 30 ans après », Café de l'Europe, Limoges, février 2016 (chronique radio sur RCF Limousin : Chronique RCF Europe 04022016)

Conférence « L'Europe et la paix », Conférence organisée la Chaire d'excellence Gestion du conflit et de l'après-conflit (Fondation de l'Université de Limoges) et l'OMIJ, Limoges, mars 2015, disponible sur <http://fondation.unilim.fr/chaire-gcac/2015/03/27/conference-lunion-europeenne-et-la-paix-sur-le-continent-europeen/>

Conférence-débat « Le Traité établissant une Constitution pour l'Europe », Faculté de droit de Limoges, Limoges, février 2005.

RESPONSABILITES SCIENTIFIQUES ET EDITORIALES

Secrétaire de la collection « Droit administratif/Administrative Law » (dir. AUBY J.-B.), chez Bruylant-Larcier

Responsable de la Chronique *Droit de l'Union européenne* à la *Revue semestrielle de droit animalier*, Membre du Comité de rédaction

Responsable de la Chronique *Droit de l'Union européenne – Pollutions et nuisances* à la *Revue juridique de l'environnement*

Membre du *Laboratoire méditerranéen de droit public*, référente bibliographie pour l'entrée « Nouvelles technologies de l'information et de la communication »

Responsable de l'organisation du séminaire doctoral « La jeune doctrine de droit de l'environnement », Colloque SFDE, Limoges, novembre 2016

Co-responsable de l'organisation du séminaire « L'accès à la justice des associations de protection de l'environnement » (Limoges, février 2016), et du séminaire « L'accès à l'information et à la participation des associations de protection de l'environnement » (Limoges, octobre 2016)

Responsable scientifique des 2^e journées d'étude des Ateliers de droit du sport sur le thème « Déontologie et droit du sport », 28 et 29 mai 2015, Poitiers.

Coordination administrative de la seconde édition de l'ouvrage « *Traité de Droit administratif européen* » (sous la direction de J.-B. AUBY et J. DUTHEIL DE LA ROCHERE), *Bruylant-Larcier*, 2014.

Co-organisation du colloque « L'avenir du modèle français de droit public en Europe » organisé par la Chaire MADP (SciencesPo), et sous le haut patronage du Conseil d'Etat, 11 mars 2011, Conseil d'Etat, Paris.

Co-organisation du colloque « Le droit communautaire des concessions : une construction inachevée ? », réalisé dans le cadre d'un partenariat entre la Chaire MADP (SciencesPo) et l'Institut de la Gestion Déléguée, 18 janvier 2011 à SciencesPo Paris.

Membre du comité scientifique de Dictionnaire encyclopédique de l'Etat (MBONGO P., HERVOUET F., SANTULLI C. (dir.)), Berger-Levrault, Paris, 2015

Membre du comité scientifique du Colloque « L'Océan, dernière frontière ? », La Rochelle, novembre 2018

Membre du Comité d'organisation du Colloque « Le futur du droit administratif/ The future of Administrative Law », SciencesPo Paris, juin 2018.

ENCADREMENT D'ETUDIANTS

- Thèse

Co-direction de la thèse de Marie Méténier « La gentrification des espaces naturels protégés en Angleterre » (GEOLAB), depuis septembre 2015.

Co-direction de la thèse de Augusta Goussoutou « La mise en œuvre du droit international relatif à la protection des forêts : enjeux et défis » (OMIJ/CRIDEAU), depuis septembre 2016.

- Mémoires

Encadrement de mémoires de recherche en Master 2 à l'Université de Poitiers (Master 2 Droit public) et à l'Université de Limoges (Master 2 Droit de l'environnement, de l'aménagement et de l'urbanisme)

AUTRES ACTIVITES

Membre du CESER Nouvelle-Aquitaine en tant que personnalité extérieure, Section « Veille et prospective » (à partir de mars 2018)

Membre du jury du Prix Michelet – Droit animalier, décerné dans le cadre du DU de Droit animalier

Encadrement d'une équipe étudiante dans le cadre du projet *Eurotémiss* sur le thème de l'Euroscepticisme (organisation d'une conférence à Limoges en novembre 2016 et conférence finale à Bordeaux en décembre 2016)

Universités d'été de *l'Academy of European Law, session on the Law of the European Union (Institut Universitaire Européen, Florence)*, Obtention du « Diploma of the Academy » (juillet 2003)

Participation à l' *European Law Moot Court*, qualification pour les demi-finales (Riga, février 2003)